**ANNEXE 2**

**CONVENTION D’OBJECTIFS AVEC UNE ASSOCIATION**

**Subvention au titre de l’appel à projet politique de la ville 2021**

**Entre**

**La Collectivité d’outre-mer de Saint-Martin** représentée par le président du Conseil Territorial, Monsieur Daniel GIBBES et désignée sous le terme « l'Administration », dûment autorisé à signer en exécution de la délibération CE -2021 prise en date du 2021

Ci-après l’Administration,

**Et**

**Speedy plus**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 26 Hameau du Pont 97150 Saint-Martin, représentée par son président Monsieur Calvin Bryan, dûment mandaté, et désignée sous le terme « l’Association »,

N° SIRET 48097133200014

Il est convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

Vu l’article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Considérant l’action entreprise par l’association Speedy Plus, intervenant dans les quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville, déclinée en divers projets pour l’année 2021, que sont :

* Animations sportives à Sandy Ground
* Animations sportives à Quartier d’Orléans
* Olympiades à Quartier d’Orléans
* Holy basketball camp
* La famille journées intergénérationnelles

Conforme à son objet statutaire ;

Considérant les trois piliers de la politique de la ville que sont la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain et enfin le développement de l’activité économique et de l’emploi, définis dans la circulaire du 1er ministre n°5729/SG en date du 30 juillet 2014 ;

Considérant les thématiques prioritaires retenues dans le cadre du contrat de vile 2015-2020 de Saint-Martin ;

Considérant les objectifs retenus au titre de l’appel à projet 2021 du contrat de ville ;

Considérant que l’action initiée par l’association SPEEDY PLUS et les projets présentés s’inscrivent dans cette démarche ;

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'Association s’engageà son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les projets définis en annexe à la présente convention.

L'Administration contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d’intérêt général. Elle n’attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

**ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention est conclue au titre de l’année 2021, et prend fin au 31 décembre 2021.

**ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION**

L’Administration contribue financièrement pour un montant maximal de 25 000€ conformément aux budgets prévisionnels en annexe à la présente convention.

Pour l’année 2021, l’Administration contribue financièrement pour un montant de 25 000 EUR.

Le financement public n’excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe.

**ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

L’Administration verse un montant de 25 000 euros à la notification de la convention

La contribution financière est créditée au compte de l’Association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de : SPEEDY PLUS

**N° IBAN** FR9330002061770000070003S69

**BIC** CRLYFRPP

**ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS**

Conformément à l’article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et l’article L.1611-4 du CGCT, l’Association s’engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l’exercice les documents ci-après :

* Le compte rendu financier conforme à l’arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l’article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
* Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l’article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
* Le rapport d’activité.

L’association s’engage également à fournir, sans délais, des éléments attestant de la réalisation du projet (photos, articles de presses…), même si cette dernière intervient après la clôture de la convention.

**ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS**

L’association s’engage à informer la Collectivité, des modifications de son projet, sans préjudice de l’application, le cas échéant, des articles 5, 8 et 9 de la présente convention.

L’Association informe sans délai l’administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d’inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l’Association en informe l’Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice de l’application, le cas échéant, des articles 7, 10 et 12 de la présente convention.

L’Association s’engage à faire figurer de manière lisible le logo de la Collectivité sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention et de la concrétisation des divers projets décrits en annexe.

**ARTICLE 7 - SANCTIONS**

En cas d’inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d’exécution de la convention par l’Association sans l’accord écrit de l’Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l’Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l’article 5 entraîne la suppression de la subvention. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention**.**

L’Administration informe l’Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 8- CONTROLES DE L'ADMINISTRATION**.

Conformément à l’article L.1611-4 CGCT, l’association bénéficiaire de la subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l’a accordée.

A cet effet, la collectivité peut se faire communiquer sur simple demande tout acte contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l’opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièces ou sur place.

L’association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention...

L’Administration contrôle à l’issue de la convention que la contribution financière n’excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. L’Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d’un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

**ARTICLE 9 - RENOUVELLEMENT – OPTION EVALUATION**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l’article 5 et aux contrôles prévus à l’article 8 des présentes.

**ARTICLE 10 -** **AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d’avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l’ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d’une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l’objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu’elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l’autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 11 –** **ANNEXES**

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

**ARTICLE 12 -** **RÉSILIATION**

**12-1 : Résiliation en cas d’inexécution de la convention**

En cas de non-respect par l’une ou l’autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l’une ou l’autre des parties à l’expiration d’un délai d’un mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

**12-2 : Résiliation en cas de motif d’intérêt général**

La Collectivité de Saint-Martin pourra également résilier la convention pour tout motif d’intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception

**ARTICLE 13 - RECOURS**

Tout litige résultant de l’interprétation ou de l’exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Saint-Martin.

Le

A Marigot,

|  |  |
| --- | --- |
| Pour l’Association Speedy Plus ; Calvin Bryan, | Pour la Collectivité d’Outre-mer de Saint-Martin, Daniel Gibbes,  |

**ANNEXE I : PROJET 1 Animations sportives à Sandy Ground**

L'association s’engage à mettre en œuvre le projet visé à l’article 1er de la présente convention :

**Projet : Animations sportives à Sandy Ground**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Charges du projet** | **Subvention de***(autorité publique qui établit la convention)* | **Somme des financements publics (affectés au projet)** |
| 17 500 € | 3 000€ | 6 000€ |

a) Objectif(s) : rompre l’oisiveté des jeunes du quartier par la mise en place de journées conviviales entre les jeunes du quartier dans un esprit de cohésion à travers le sport

b) Public(s) visé(s) : 60 bénéficiaires, entre 6 et 17 ans, garçons et filles

c) Localisation : QPV de Sandy Ground

d) Moyens mis en œuvre : 9 juillet au 6 août Sur l’espace du terrain de basket-ball et l’école Aline Hanson les vendredis des mois de juillet et d’août entre 9h et 16h.

Sports: football, handball, duathlon, basketball….

**LE BUDGET DU PROJET 1 : animations sportives à Sandy Ground**

**Exercice 2021 du 01/01/2021 au 31/12/2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Montant** | **PRODUITS** | **Montant** |
| CHARGES DIRECTES | RESSOURCES DIRECTES  |
| **60 – Achats** | 5100 | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |
| Prestations de services | 2000 |  |  |
| Achats matières et fournitures | 1800 | **74- Subventions d’exploitation** | 17500 |
| Autres fournitures | 1300 | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) |  |
| **61 - Services extérieurs** | 4100 | - contrat de ville  | 7500 |
| Locations  | 3000 | -  |  |
| Entretien et réparation |  | Région(s) : |  |
| Assurance | 500 | - Collectivité d’Outre-mer de Saint-Martin |  |
| Documentation | 600 | Département(s) : |  |
|  |  | -  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** | 4000 | Intercommunalité(s) : EPCI[[1]](#footnote-1) |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 2000 | -  |  |
| Publicité, publication | 600 | Commune(s) : |  |
| Déplacements, missions | 1400 | - contrat de ville | 7500 |
| Services bancaires, autres |  |  |  |
|  |  | Organismes sociaux (détailler) : |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | - sécurité sociale |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | Fonds européens |  |
| Autres impôts et taxes |  | -  |  |
| **64- Charges de personnel** | 3000 | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) |  |
| Rémunération des personnels | 3000 | Autres établissements publics |  |
| Charges sociales |  |  |  |
| Autres charges de personnel |  | **75 - Autres produits de gestion courante** | 2500 |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs |  |
|  |  | Aides privées | 2500 |
| **66- Charges financières** |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **67- Charges exceptionnelles** | 1300 | **77- produits exceptionnels** |  |
| **68- Dotation aux amortissements** |  | **78 – Reprises sur amortissements et provisions** |  |
| **CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES**  | **RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**  |
| **Charges fixes de fonctionnement** |  |  |  |
| **Frais financiers** |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |
| **TOTAL DES CHARGES** | 17 500 | **TOTAL DES PRODUITS** | 17 500 |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[[2]](#footnote-2)** |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| 860- Secours en nature |  | 870- Bénévolat |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | 871- Prestations en nature |  |
| 862- Prestations |  |  |  |
| 864- Personnel bénévole |  | 875- Dons en nature |  |
| **TOTAL**  |  | **TOTAL**  |  |
| **La subvention de 3 000€ représente 17 % du total des produits :**(montant attribué/total des produits) x 100. |

**ANNEXE II : PROJET 2 Animations sportives à Quartier d’Orléans**

L'association s’engage à mettre en œuvre le projet visé à l’article 1er de la présente convention :

**Projet : Animations sportives à Quartier d’Orléans**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Charges du projet** | **Subvention de***(autorité publique qui établit la convention)* | **Somme des financements publics (affectés au projet)** |
| 24 500 € | 5 000€ | 10 000€ |

a) Objectif(s) : rompre l’oisiveté des jeunes du quartier par la mise en place de journées conviviales entre les jeunes du quartier dans un esprit de cohésion à travers le sport

b) Public(s) visé(s) : 60 bénéficiaires, entre 6 et 17 ans, garçons et filles

c) Localisation : QPV de Quartier d’Orléans

d) Moyens mis en œuvre : Sur le parking de l’école Clair Saint-Maximin, les mercredis des mois de juillet et d’août entre 9h et 16h.

Sports: football, handball, duathlon, basketball….

**LE BUDGET DU PROJET 2 : animations sportives à Quartier d’Orléans**

**Exercice 2021 du 01/01/2021 au 31/12/2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Montant** | **PRODUITS** | **Montant** |
| CHARGES DIRECTES | RESSOURCES DIRECTES  |
| **60 – Achats** | 5100 | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |
| Prestations de services | 2000 |  |  |
| Achats matières et fournitures | 1800 | **74- Subventions d’exploitation** | 24 500 |
| Autres fournitures | 1300 | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) |  |
| **61 - Services extérieurs** | 4100 | - contrat de ville  | 10 250 |
| Locations  |  | -  |  |
| Entretien et réparation |  | Région(s) : |  |
| Assurance | 500 | - Collectivité d’Outre-mer de Saint-Martin |  |
| Documentation | 600 | Département(s) : |  |
|  |  | -  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** | 6200 | Intercommunalité(s) : EPCI[[3]](#footnote-3) |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 4200 | -  |  |
| Publicité, publication | 600 | Commune(s) : |  |
| Déplacements, missions | 1400 | - contrat de ville | 10 250 |
| Services bancaires, autres |  |  |  |
|  |  | Organismes sociaux (détailler) : |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | - sécurité sociale |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | Fonds européens |  |
| Autres impôts et taxes |  | -  |  |
| **64- Charges de personnel** | 6000 | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) |  |
| Rémunération des personnels | 6000 | Autres établissements publics |  |
| Charges sociales |  |  |  |
| Autres charges de personnel |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs |  |
|  |  | Aides privées | 4000 |
| **66- Charges financières** |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **67- Charges exceptionnelles** | 3100 | **77- produits exceptionnels** |  |
| **68- Dotation aux amortissements** |  | **78 – Reprises sur amortissements et provisions** |  |
| **CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES**  | **RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**  |
| **Charges fixes de fonctionnement** |  |  |  |
| **Frais financiers** |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |
| **TOTAL DES CHARGES** | 24 500 | **TOTAL DES PRODUITS** | 24 500 |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[[4]](#footnote-4)** |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| 860- Secours en nature |  | 870- Bénévolat |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | 871- Prestations en nature |  |
| 862- Prestations |  |  |  |
| 864- Personnel bénévole |  | 875- Dons en nature |  |
| **TOTAL**  |  | **TOTAL**  |  |
| **La subvention de 5 000€ représente 20.4 % du total des produits :**(montant attribué/total des produits) x 100. |

**ANNEXE III : PROJET 3 Olympiades à Quartier d’Orléans**

L'association s’engage à mettre en œuvre le projet visé à l’article 1er de la présente convention :

**Projet : Olympiades à Quartier d’Orléans**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Charges du projet** | **Subvention de***(autorité publique qui établit la convention)* | **Somme des financements publics (affectés au projet)** |
| 16 750 € | 5 000€ | 8 000€ |

a) Objectif(s) : Reconduite d’une opération.

- cohésion, vie en communauté, respect des règles,

- continuité éducative

- valorisation des compétences techniques et sportives

b) Public(s) visé(s) : 200 bénéficiaires, entre 6 et 17 ans, garçons et filles

c) Localisation : QPV de Quartier d’Orléans

d) Moyens mis en œuvre : jeux concours et divers, jeux pré-sportifs, jeux de relais divers, beaucoup d’animations sportives

**LE BUDGET DU PROJET 3 : Olympiades à Quartier d’Orléans**

**Exercice 2021 du 01/01/2021 au 31/12/2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Montant** | **PRODUITS** | **Montant** |
| CHARGES DIRECTES | RESSOURCES DIRECTES  |
| **60 – Achats** | 8700 | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |
| Prestations de services |  |  |  |
| Achats matières et fournitures | 7700 | **74- Subventions d’exploitation** | 14000 |
| Autres fournitures | 1000 | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) |  |
| **61 - Services extérieurs** | 1100 | - contrat de ville | 7000 |
| Locations  | 600 | -  |  |
| Entretien et réparation |  | Région(s) : |  |
| Assurance | 500 | - Collectivité d’Outre-mer de Saint-Martin |  |
| Documentation |  | Département(s) : |  |
|  |  | -  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** | 3000 | Intercommunalité(s) : EPCI[[5]](#footnote-5) |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 1500 | -  |  |
| Publicité, publication | 500 | Commune(s) : |  |
| Déplacements, missions | 1000 | - contrat de ville | 7000 |
| Services bancaires, autres |  |  |  |
|  |  | Organismes sociaux (détailler) : |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | - sécurité sociale |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | Fonds européens |  |
| Autres impôts et taxes |  | -  |  |
| **64- Charges de personnel** |  | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) |  |
| Rémunération des personnels |  | Autres établissements publics |  |
| Charges sociales |  |  |  |
| Autres charges de personnel |  | **75 - Autres produits de gestion courante** | 2750 |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs | 750 |
|  |  | Aides privées | 2000 |
| **66- Charges financières** | 1500 | **76 - Produits financiers** |  |
| **67- Charges exceptionnelles** | 950 | **77- produits exceptionnels** |  |
| **68- Dotation aux amortissements** |  | **78 – Reprises sur amortissements et provisions** |  |
| **CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES**  | **RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**  |
| **Charges fixes de fonctionnement** | 1500 |  |  |
| **Frais financiers** |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |
| **TOTAL DES CHARGES** | 16750 | **TOTAL DES PRODUITS** | 16750 |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[[6]](#footnote-6)** |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| 860- Secours en nature |  | 870- Bénévolat |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | 871- Prestations en nature |  |
| 862- Prestations |  |  |  |
| 864- Personnel bénévole |  | 875- Dons en nature |  |
| **TOTAL**  |  | **TOTAL**  |  |
| **La subvention de 5 000€ représente 29.8% du total des produits :**(montant attribué/total des produits) x 100. |

**ANNEXE IV : PROJET 4 HOLY BASKETBALL CAMP**

L'association s’engage à mettre en œuvre le projet visé à l’article 1er de la présente convention :

**Projet : HOLY BASKETBALL CAMP**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Charges du projet** | **Subvention de***(autorité publique qui établit la convention)* | **Somme des financements publics (affectés au projet)** |
| 40 150 € |  7 000€ | 11 000€ |

a) Objectif(s) :

- favoriser la pratique du basketball pendant les vacances,

- orienter les jeunes vers les clubs et structures affiliées,

- apprentissage des fondamentaux

- cohésion, esprit d’équipe

b) Public(s) visé(s) : 30 bénéficiaires, entre 15 et 19 ans, garçons et filles

c) Localisation : QPV de Quartier d’Orléans et de Sandy Ground et Concordia - QVA

d) Moyens mis en œuvre : entrainements, tournois, concours de trois points…

**LE BUDGET DU PROJET 4 : HOLY BASKETBALL CAMP**

**Exercice 2020 du 01/01/2021 au 31/12/2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Montant** | **PRODUITS** | **Montant** |
| CHARGES DIRECTES | RESSOURCES DIRECTES  |
| **60 – Achats** | 10000 | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |
| Prestations de services |  |  |  |
| Achats matières et fournitures | 6000 | **74- Subventions d’exploitation** | 36000 |
| Autres fournitures | 4000 | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) |  |
| **61 - Services extérieurs** | 550 | - contrat de ville | 18000 |
| Locations  |  | -  |  |
| Entretien et réparation |  | Région(s) : |  |
| Assurance | 550 | - Collectivité d’Outre-mer de Saint-Martin |  |
| Documentation |  | Département(s) : |  |
|  |  | -  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** | 19600 | Intercommunalité(s) : EPCI[[7]](#footnote-7) |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 7600 | -  |  |
| Publicité, publication | 1000 | Commune(s) : |  |
| Déplacements, missions | 11000 | - contrat de ville | 18000 |
| Services bancaires, autres |  |  |  |
|  |  | Organismes sociaux (détailler) : |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | - sécurité sociale |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | Fonds européens |  |
| Autres impôts et taxes |  | -  |  |
| **64- Charges de personnel** |  | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) |  |
| Rémunération des personnels |  | Autres établissements publics |  |
| Charges sociales |  |  |  |
| Autres charges de personnel |  | **75 - Autres produits de gestion courante** | 4150 |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs |  |
|  |  | Aides privées | 4150 |
| **66- Charges financières** |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **67- Charges exceptionnelles** |  | **77- produits exceptionnels** |  |
| **68- Dotation aux amortissements** |  | **78 – Reprises sur amortissements et provisions** |  |
| **CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES**  | **RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**  |
| **Charges fixes de fonctionnement** | 1000 |  |  |
| **Frais financiers** |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |
| **TOTAL DES CHARGES** | 40150 | **TOTAL DES PRODUITS** | 40150 |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[[8]](#footnote-8)** |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| 860- Secours en nature |  | 870- Bénévolat |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | 871- Prestations en nature |  |
| 862- Prestations |  |  |  |
| 864- Personnel bénévole |  | 875- Dons en nature |  |
| **TOTAL**  |  | **TOTAL**  |  |
| **La subvention de 7 000€ représente 17% du total des produits :**(montant attribué/total des produits) x 100. |

**ANNEXE V : PROJET 5 journées intergénérationnelles**

L'association s’engage à mettre en œuvre le projet visé à l’article 1er de la présente convention :

**Projet : Journée intergénérationnelle**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Charges du projet** | **Subvention de***(autorité publique qui établit la convention)* | **Somme des financements publics (affectés au projet)** |
| 37 000 € |  5 000€ | 8 000€ |

a) Objectif(s) : Reconduction d’une opération. Permettre la rencontre des enfants, parents et grands-parents. Favoriser la rencontre des enfants vers les ainés. Amener ce public à ce côtoyer, s’entraider et s’aimer. Toujours commencer par une activité sportive suivie d’un petit déjeuner offert puis une intervention de spécialiste sur des thèmes différents.

b) Public(s) visé(s) : 80 bénéficiaires, entre 6 et 17 ans et plus de 65 ans, garçons et filles

c) Localisation : QPV de Quartier d’Orléans et de Sandy Ground

d) Moyens mis en œuvre : une fois par mois, se retrouver dans un lieu naturel et favorable au calme et à la reconstruction de l’être.

Programme : du 5 avril au 7 décembre (thématique du diabète, relation parents, enfants, obésité, zumba, le bien manger, tension artérielle, yoga, sophrologie…)

**LE BUDGET DU PROJET 5 : Journées intergénérationnelles**

**Exercice 2020 du 01/01/2020 au 31/12/2020**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Montant** | **PRODUITS** | **Montant** |
| CHARGES DIRECTES | RESSOURCES DIRECTES  |
| **60 – Achats** | 11000 | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |
| Prestations de services |  |  |  |
| Achats matières et fournitures | 5000 | **74- Subventions d’exploitation** | 24000 |
| Autres fournitures | 6000 | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) |  |
| **61 - Services extérieurs** | 6000 | - contrat de ville  | 12000 |
| Locations  | 3000 | -  |  |
| Entretien et réparation |  | Région(s) : |  |
| Assurance | 2000 | - Collectivité d’Outre-mer de Saint-Martin |  |
| Documentation | 1000 | Département(s) : |  |
|  |  |  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** | 20000 | Intercommunalité(s) : EPCI[[9]](#footnote-9) |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 4000 | -  |  |
| Publicité, publication |  | Commune(s) : |  |
| Déplacements, missions | 16000 | - contrat de ville | 12000 |
| Services bancaires, autres |  |  |  |
|  |  | Organismes sociaux (détailler) : |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | - sécurité sociale |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | Fonds européens |  |
| Autres impôts et taxes |  | -  |  |
| **64- Charges de personnel** |  | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) |  |
| Rémunération des personnels |  | Autres établissements publics |  |
| Charges sociales |  |  |  |
| Autres charges de personnel |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs | 3000 |
|  |  | Aides privées | 10000 |
| **66- Charges financières** |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **67- Charges exceptionnelles** |  | **77- produits exceptionnels** |  |
| **68- Dotation aux amortissements** |  | **78 – Reprises sur amortissements et provisions** |  |
| **CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES**  | **RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**  |
| **Charges fixes de fonctionnement** |  |  |  |
| **Frais financiers** |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |
| **TOTAL DES CHARGES** | 37000 | **TOTAL DES PRODUITS** | 37000 |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[[10]](#footnote-10)** |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| 860- Secours en nature |  | 870- Bénévolat |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | 871- Prestations en nature |  |
| 862- Prestations |  |  |  |
| 864- Personnel bénévole |  | 875- Dons en nature |  |
| **TOTAL**  |  | **TOTAL**  |  |
| **La subvention de 5 000€ représente 13.5% du total des produits :**(montant attribué/total des produits) x 100. |

1. Catégories d’établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d’agglomération ; communauté urbaine. [↑](#footnote-ref-1)
2. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l’annexe et une possibilité d’inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ». [↑](#footnote-ref-2)
3. Catégories d’établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d’agglomération ; communauté urbaine. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l’annexe et une possibilité d’inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ». [↑](#footnote-ref-4)
5. Catégories d’établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d’agglomération ; communauté urbaine. [↑](#footnote-ref-5)
6. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l’annexe et une possibilité d’inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ». [↑](#footnote-ref-6)
7. Catégories d’établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d’agglomération ; communauté urbaine. [↑](#footnote-ref-7)
8. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l’annexe et une possibilité d’inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ». [↑](#footnote-ref-8)
9. Catégories d’établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d’agglomération ; communauté urbaine. [↑](#footnote-ref-9)
10. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l’annexe et une possibilité d’inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ». [↑](#footnote-ref-10)